

Hodgins,	Macleam	Pettit,	Stansell,
Hubbs,	(York-Sud),	Preston,	Stevens,
Johnstone (Cap- Breton-Nord- Victoria),	McClenaghan,	Price,	Stewart (Leeds),
Jones,	Macdougall,	Quinn,	Stinson,
Kaiser,	McGibbon,	Robinson,	Stirling,
Kennedy (Winnipeg- Sud-Centre),	McKillop,	Rogers,	Sutherland
Ladner,	McQuarrie,	Ross	(Oxford-Sud),
Langworthy,	Maloney,	(Kingston cité),	Sutherland
Lennox,	Manion,	Rowe,	(Oxford-Nord),
MacDonald	Maybee,	Ryckman,	Thompson,
(Cap-Breton-Sud),	Meighen,	Ryerson,	Tolmie,
Macdonald (Kings),	Messervy,	Senn,	Tummon,
Macdonald	Morand,	Short,	White
(Richmond-Ouest- Cap-Breton),	Mullins,	Simpson,	(Mont-Royal),
MacLaren,	Murphy,	Sinclair,	Wilson
	Nicholson,	Smith,	(Wentworth),
	O'Neill,	Smoke,	Wright—112.
	Peck,	Spence	
	Perley (sir George),	(Parkdale),	

La Chambre s'ajourne à 6.20 p.m., jusqu'à lundi à 3 heures.

RODOLPHE LEMIEUX,

Orateur.

Papiers

Dix pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 3 courant lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Baillan Harriet Cole, présentement demeurant à Ottawa, Ontario, demandant une loi de divorce d'avec Frederick James Cole, de Detroit, Etats-Unis d'Amérique.— M. Stinson.

De Arthur Atkinson, de Toronto, Ontario, constructeur de tramways, demandant une loi de divorce d'avec Elizabeth Atkinson née Cunningham, présentement demeurant à Detroit, Etats-Unis d'Amérique.— M. Anderson (Toronto High Park).

M. Lapointe, l'un des membres du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, — Rapport du Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures, sous le titre ci-dessous, terminé le 31 mars 1925.

Il dépose aussi sur la Table, — Copie du rapport pour l'année 1925, sur les emplois exclus en vertu de l'article 383, de la jurisdiction de la Loi de Service civil, 1918, telle qu'amendée par le chapitre 22, 11-12 (Cap. V).

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Stinson, par laquelle elle adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours d'ouverture de la session.

Et le débat continuant;

Une question d'ordre est soulevée par M. Wentworth, à propos d'un projet de loi "acheté par législation" en tant qu'il s'applique à ce projet de loi, lequel ne sont pas dans l'ordre.